

R6: Non au financement des pushbacks ! - Personne n'est illégal·e

Résolution à l'intention de l'Assemblée des délégués de la JS Suisse du 14 novembre 2021 à Sissach (BL)

Dépositaire : Arbeitsgruppe Internationales

À travers le monde, plus de 80 millions de personnes sont réfugiées. Les raisons en sont multiples : guerre, expulsions et persécutions. Des facteurs tels que le développement de la crise climatique, la pauvreté et le manque de perspectives d'avenir exacerbent les conflits existants et la détresse des populations. Nombre de ces personnes fuient vers l'Europe en quête de sécurité et de stabilité, dans l'espoir d'y construire une nouvelle vie. L'UE répond à la détresses des réfugié·e·s par une gestion rigoureuse de ses frontières, qui les renvoie de force et leur refuse le droit de demander l'asile. Un acteur clef de cette gestion inhumaine des frontières est Frontex, l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.

Comme le soulignent notamment un récent reportage de l'émission de la SRF *Rundschau* ou des enquêtes menées par des ONG de défense des droits humains, Frontex et les forces de sécurités croates recourent notamment à des pushbacks. Selon l'ONU, Frontex a même aidé les États de l'UE à repousser quelques 40'000 réfugié·e·s, ce qui a entraîné la mort de quelques 2000 personnes.

Bien que ces pushbacks soient clairement contraires aux droits humains, la Suisse et l'UE les soutiennent financièrement. La Suisse compte même augmenter progressivement sa participation à Frontex jusqu'en 2027. Celle-ci passera d'aujourd'hui 24 millions à 61 millions de francs. Un référendum contre cette augmentation a récemment été lancé. La Suisse a également financé indirectement les forces de sécurité croates aux frontières via le Fonds pour la sécurité intérieure (FSI), en versant 138 millions de francs à ce fonds.

La situation aux frontières extérieures de l'UE est depuis longtemps intolérable, mais les développements récents l'ont exacerbée, tout particulièrement dans les pays à l'est de l'UE. Le dirigeant biélorusse Loukachenko veut utiliser les réfugié·e·s pour son propre intérêt politique. Ainsi, les autorités biélorusses envoient les réfugié·e·s à leurs frontières avec l'UE, en le justifiant notamment par la liberté de circulation. Loukachenko fait ainsi pression sur l'UE, tout particulièrement sur la Lituanie, la Lettonie et la Pologne, qui ont construit des barrières frontalières où ont lieu des pushbacks illégaux sans possibilité de demander l'asile.

La Lettonie et la Pologne ont déclaré l'état d'urgence dans les zones concernées et ont pris des mesures répressives drastiques, interdit les journalistes et mobilisé l'armée. La Pologne a même adopté une loi qui "légalise" les pushbacks et alloue un crédit de 353 millions d'euros à la construction d'un "mur" à la frontière avec la Biélorussie. En tant que JS, nous condamnons clairement ces mesures répressives qui violent les droits humains, ainsi que les actions des autorités biélorusses, et nus demandons que la Suisse et l'UE agissent de manière conséquente.

Pour la JS, il est clair que la crise humanitaire actuelle est l'expression d'un système économique fondamentalement injuste, qui, à travers l'exploitation, permet et encourage les inégalités et les conflits globaux. Le dépassement du capitalisme est central dans la lutte contre les causes de ces conflits. cependant, nous devons également lutter, au sein de ce système, contre les inégalités dans la politique migratoire, et lutter pour que les personnes puissent vivre dans la dignité et la sécurité.

Nous demandons les mesures suivantes à court et moyen terme :

- ▯ Il faut que la Commission européenne enquête et traite de manière cohérente les pushbacks illégaux et les violences commises par Frontex et par les autorités nationales de sécurité. La Suisse doit également s'engager dans ce sens.
- ▯ Arrêter les paiements au FSI Frontières, si nécessaire avec une renégociation de l'accord de Schengen
- ▯ Réintroduire les demandes d'asile en ambassade
- ▯ Accepter nettement plus de réfugié·e·s pour alléger la charge aux frontières extérieures de l'UE
- ▯ Ps de financement de Frontex, soutien au référendum contre le budget de Frontex

Recommandation du Comité directeur : accepter